



## Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français

Superficie : 114 760 km<sup>2</sup>

Population : 12,1 millions d'habitants

Densité : 105,6 habitants/km<sup>2</sup>

Taux de croissance démographique : 2,7 %

Part de la population urbaine : 48,4 %

## Économie

Notation de la dette souveraine (Fitch, 2021) : B+

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2020 : 158<sup>e</sup>/189

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2020) : 3,6

Taux de change effectif réel (moyenne 2016-2019, base 100 en 2010) : 92 (95,4 pour l'UEMOA)

Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire inférieur

Risque de surendettement : modéré

PIB par habitant (2020) : 1 291 dollars

Taux de croissance (2020) : 3,8 %

Inflation (2020) : 3,0 %

PIB (2020) : 9 009 milliards de francs CFA

### Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2016-2020)



### Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2016-2020)



## Développement humain et infrastructures



**61,8 ans**

Espérance de vie



**49,5 %**

Population sous le seuil de pauvreté



**65,4 %**

Accès à l'eau potable



**9,0 %**

Mortalité infantile



**47,8**

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



**40,3 %**

Accès à l'électricité



**32,2 %**

Malnutrition infantile



**42,4 %**

Alphabétisation des adultes



**91,9**

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



**132/191**

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



**38,4 %**

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



**68,8 %**

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

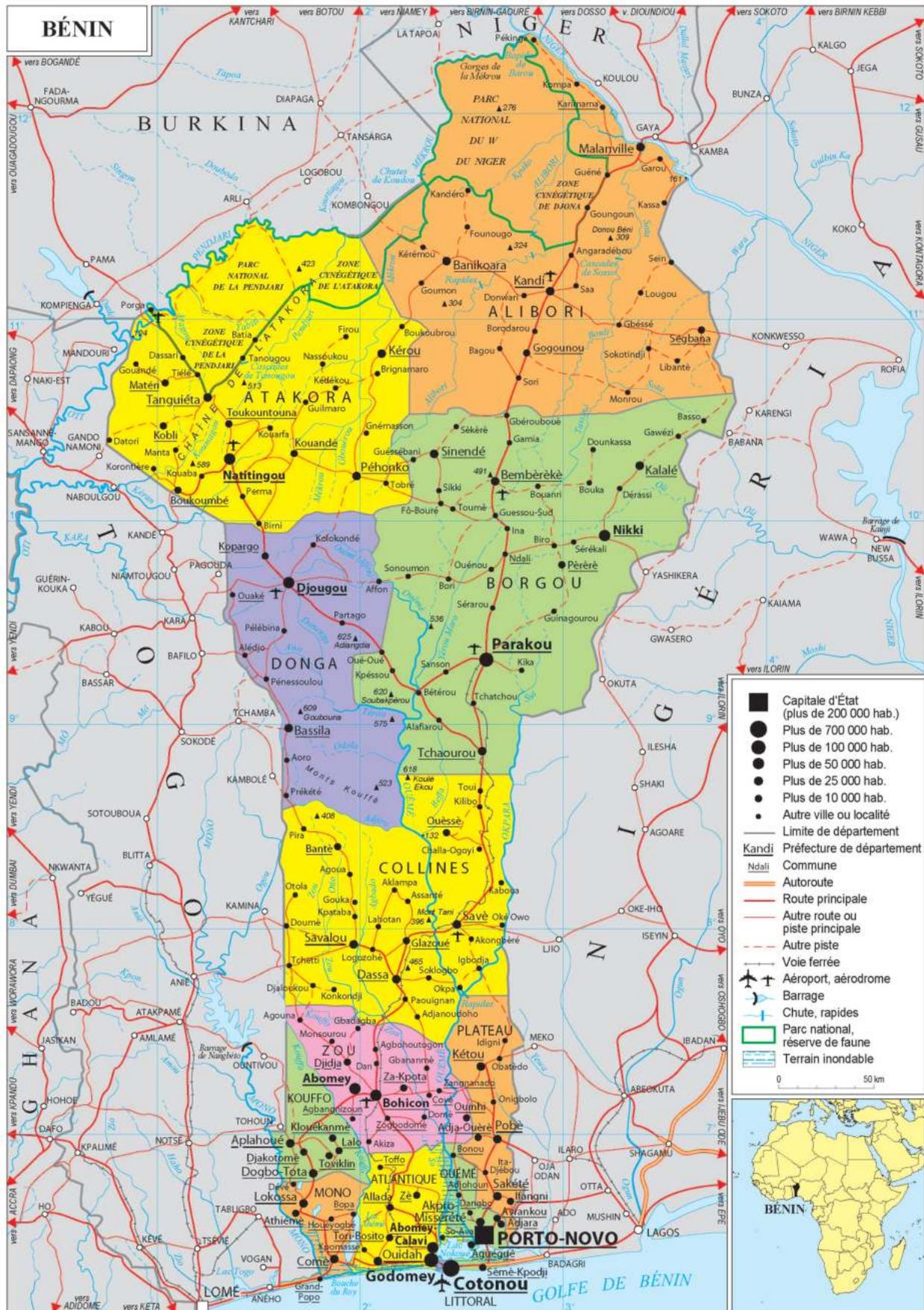
## AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

*Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).*

*Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2020 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).*

*Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).*

*Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.*



## Faits saillants

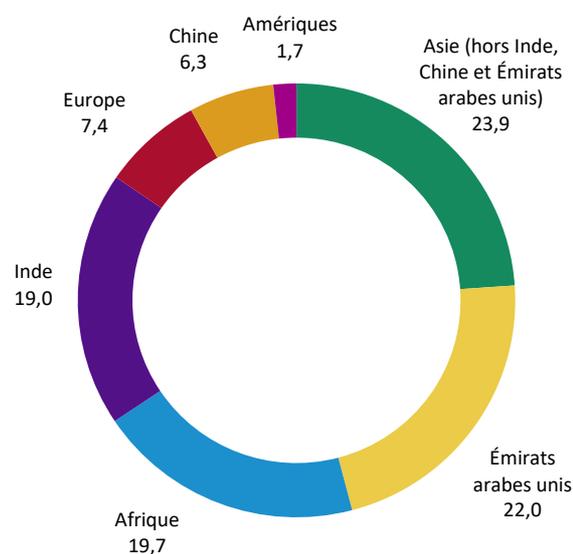
- **Après une période de forte croissance de 2017 à 2019, l'activité économique a été temporairement ralentie par la crise de la Covid-19.** Limitée à 3,8 % en 2020, la croissance du PIB réel devrait néanmoins rebondir à 6,0 % en 2021. Les difficultés d'approvisionnement liées à la crise sont allées de pair avec un regain des tensions inflationnistes (autour de 3 %).
- **Le pays a bénéficié d'importantes liquidités de la part du FMI pour faire face à la crise de la Covid-19.** Ce soutien a pris la forme d'une augmentation de la facilité de crédit élargie (FEC) 2017-2020 de 103,3 millions de dollars en mai 2020, suivie d'une aide d'urgence de 178 millions de dollars en décembre 2020, au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) et de l'instrument de financement rapide (IFR). En août 2021, l'allocation générale de droits de tirages spéciaux a permis de mobiliser 168 millions de dollars, l'équivalent de 1 % du PIB. Une nouvelle FEC est en cours de négociation.
- **En l'absence de ressources minières, l'activité économique dépend avant tout de la culture et des exportations de coton, ainsi que des activités de transit du port de Cotonou.** L'économie du pays est ainsi très liée à celle du Nigéria, dont le PIB représente plus de 30 fois celui du Bénin (d'après les données 2020 du FMI).
- **Les élections d'avril 2021 ont reconduit le président Patrice Talon pour un second mandat quinquennal.** Lancé en 2016, le Programme d'actions du gouvernement (PAG) structure les investissements publics autour de 45 projets phares, pour un montant de 9 039 milliards de francs CFA, avec pour objectif de créer 500 000 emplois directs et induits en cinq ans.

## CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

**L'économie du Bénin, pays à revenu intermédiaire inférieur, repose avant tout sur les ressources agricoles et sur l'activité portuaire de Cotonou.** Avec une population estimée à près de 12 millions d'habitants et une croissance démographique de 2,7 % en 2010, l'activité économique a progressé à un rythme rapide entre 2016 et 2019, et avec des perspectives favorables à moyen terme, après le ralentissement dû à la pandémie de Covid-19. Le coton et l'anacarde constituent les deux principales productions du pays, ainsi que les deux principaux biens d'exportation (hors réexportations). La production de coton est particulièrement dynamique, le pays étant devenu le premier producteur africain depuis la campagne de 2018-2019, et les exportations assurent 45 % de ses recettes fiscales hors douanes. Outre les exportations de coton, et en l'absence de ressources minières ou énergétiques, la croissance économique s'appuie sur le port de Cotonou et en particulier les activités d'import-export avec le Nigéria et, au sein de l'UEMOA, le Mali.

### Destinations des exportations du Bénin (2015-2019)

(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : CEPII (BACI) et calculs Banque de France.

**La balance courante du Bénin est déficitaire (à hauteur de 5,0 % du PIB en moyenne entre 2017 et 2020) en dépit du dynamisme des exportations de coton.** Ce déficit s'explique par des importations élevées, de produits pétroliers pour une part, mais aussi de produits agricoles. De nombreux produits agricoles ont vocation à être réexportés vers le Nigéria, pays limitrophe et fort importateur de denrées alimentaires, parfois en dehors des canaux officiels (à l'instar du riz et de la volaille congelée). Les ressources douanières liées aux activités de réexportation forment une part non négligeable de revenus pour le budget béninois, et les opérations de change associées génèrent des revenus parfois très importants pour les banques. Toutefois, ces flux sont fortement vulnérables aux perturbations des circuits d'approvisionnement, comme l'illustre la fermeture des frontières décidée par le Nigéria fin 2019 et maintenue jusqu'à fin 2020. Alors que les réexportations représentaient les deux tiers des exportations en 2016 et 2019, leur part a chuté à un tiers du total en 2020.

**Comme pour les autres pays de l'UEMOA, l'inflation au Bénin est relativement faible, en raison surtout de l'ancrage de sa monnaie à l'euro.** Sur la période 2018-2020, l'inflation en moyenne annuelle s'est élevée à 0,7 %. Les hausses temporaires sont surtout liées à des perturbations dans les circuits d'approvisionnement, comme l'illustre l'année 2020. Outre la désorganisation des échanges engendrée par la crise de la Covid-19, la fermeture des frontières avec le Nigéria a engendré d'importantes hausses des prix des carburants au Bénin (et de certaines denrées alimentaires au Nigéria). Cette volatilité confirme l'interdépendance économique des deux pays et l'importance des enjeux d'intégration régionale, tant dans le cadre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) que par un renforcement de la coopération bilatérale (projet d'accord commercial annoncé fin octobre 2021).

### Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Bénin

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA (XOF) par kilogramme)

	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021
<b>Coton-graine</b>	<b>596,0</b>	<b>677,6</b>	<b>714,7</b>	<b>731,1</b>
Prix d'achat aux producteurs	260,0	265,0	265,0	265,0
<b>Tubercules</b>	<b>7 427,9</b>	<b>7 677,5</b>	<b>7 891,0</b>	<b>7 311,9</b>
<b>Manioc</b>	<b>4 295,4</b>	<b>4 324,5</b>	<b>4 525,5</b>	<b>4 161,7</b>
<b>Ignames</b>	<b>3 132,5</b>	<b>3 353,1</b>	<b>3 365,5</b>	<b>3 150,2</b>
<b>Céréales</b>	<b>2 056,5</b>	<b>2 104,2</b>	<b>2 173,1</b>	<b>2 198,7</b>
<b>Maïs</b>	<b>1 514,9</b>	<b>1 544,0</b>	<b>1 580,8</b>	<b>1 611,6</b>
<b>Mil et Sorgho</b>	<b>180,3</b>	<b>185,9</b>	<b>186,3</b>	<b>175,5</b>
<b>Riz paddy</b>	<b>361,3</b>	<b>374,3</b>	<b>406,1</b>	<b>411,6</b>
<b>Arachides</b>	<b>156,9</b>	<b>169,3</b>	<b>170,5</b>	<b>172,6</b>

Sources : BCEAO et administrations nationales.

**Les indicateurs de développement humain restent, pour certains, à des niveaux très faibles et inférieurs à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (ASS).** L'indice de développement humain (IDH) du Bénin le place en 158<sup>e</sup> position sur 189 pays, selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD, 2019). En revanche, la proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté recule entre 2014 et 2019 (passant de 68,3 % à 49,5 %), cette amélioration tendancielle ayant été interrompue par la crise de la Covid-19.

## CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

**En 2020, les effets internationaux de la crise de la Covid-19 ont affecté l'activité économique, alors même que le pays a été peu touché par la pandémie, selon les statistiques officielles**<sup>1</sup>. La croissance économique a reculé à 3,8 %, après 6,9 % en 2019, soit un ralentissement moins marqué que dans l'ensemble de l'UEMOA (1,5 %). La bonne orientation de la production de coton et le dynamisme des investissements publics ont tiré l'activité, tandis que les mesures de distanciation physique, combinées à la fermeture des frontières avec le Nigéria, ont surtout affecté les échanges de produits agricoles vivriers, le commerce, le transport et le tourisme. En lien avec ces perturbations, les tensions inflationnistes se sont nettement renforcées, la progression des prix culminant en moyenne annuelle à

<sup>1</sup> À mi-février 2022, 26 552 cas et 163 décès (contenus en raison de la jeunesse de la population), selon les données rassemblées par le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies. En l'absence de tests systématiques, ces données demeurent incertaines.

3,0 % en 2020 (après - 0,9 % en 2019). L'activité économique rebondirait à 6 % en 2021, dans le sillage de la reprise internationale. L'inflation devrait cependant rester modérée dans les prochaines années, en deçà des 3 % de la norme communautaire de l'UEMOA.

**Le déficit du compte des transactions courantes s'est légèrement creusé en 2020, à 353,5 milliards de francs CFA.** Il correspond à 3,9 % du PIB, niveau comparable à celui de 2019. Cette détérioration reflète pour l'essentiel la chute des réexportations, de près de moitié, consécutive à la fermeture des frontières avec le Nigéria, et pour partie compensée par une chute des importations associées. Les exportations de coton sont restées dynamiques, progressant de plus de 11 % d'une année sur l'autre, grâce à la hausse combinée de la production et des prix à l'exportation. Le solde du compte financier s'est fortement accru, de - 265,5 milliards à - 526,4 milliards de francs CFA, reflétant pour l'essentiel l'importante croissance des autres investissements, après le point bas observé en 2019. Il a contribué à une nette amélioration du solde global de la balance des paiements, qui s'est établi à 307 milliards en 2020, contre 45,5 milliards en 2019.

**Le déficit budgétaire s'est fortement aggravé sous l'effet de la crise, pour atteindre 4,7 % du PIB en 2020, contre 0,5 % en 2019.** Il s'établit bien au-delà du critère budgétaire de convergence pour l'UEMOA, fixé à 3 % du PIB. En dépit du ralentissement économique, les recettes budgétaires ont continué d'augmenter, au rythme de 5 %, contre 5,8 % en 2019, en lien direct avec les efforts de mobilisation fiscale des autorités locales (+ 6,1 % de recettes en 2020), alors que les recettes non fiscales ont stagné. Les dons extérieurs ont aussi nettement progressé, de près de 58 %, contribuant à faire face à la crise sanitaire. Les recettes fiscales représentent désormais 10,5 % du PIB, encore bien en deçà de l'objectif de convergence de 20 % de l'UEMOA. À cet égard, le FMI encourage un élargissement des bases fiscales à moyen terme, notamment par une réduction des exonérations sur la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

**Après une légère baisse en 2019, les dépenses budgétaires se sont grandement amplifiées en 2020, de 39,5 %, sous l'effet d'une accélération contracyclique de l'investissement public comme des dépenses courantes.** Le rebond des dépenses en capital (+ 88,4 %, après une baisse de près de 26 % en 2019) provient tant des investissements financés par l'extérieur (+ 160,6 %), qui représentent plus de 43 % du total, que des investissements sur ressources intérieures.

## Activité économique et inflation au Bénin

(en %)

	2018	2019	2020	2021
<b>Variation annuelle du PIB</b>	<b>6,7</b>	<b>6,9</b>	<b>3,8</b>	<b>6,0</b>
<b>Inflation</b> (en moyenne annuelle)	<b>0,8</b>	<b>- 0,9</b>	<b>3,0</b>	<b>0,0</b>

Note : Prévisions pour 2021.

Source : BCEAO.

Accentuée par les dépenses liées à la crise sanitaire, la progression annuelle des dépenses courantes a atteint 21,6 %, alors que les traitements et salaires ne se sont accrus que de 6,9 % (après + 3,6 % en 2019). Les autorités ont provisionné un plan de relance de l'ordre de 4,5 % du PIB sur 2020-2021, paraissant compatible avec une stabilisation du déficit budgétaire autour de 4,5 % en 2021 (selon le FMI, *Moniteur des finances publiques*, octobre 2021).

**Le creusement du déficit budgétaire a débouché sur une accélération de l'endettement public, qui se situe à 46,1 % du PIB en 2020, contre 41,2 % en 2019.** Les autorités ont opéré un « reprofilage » de la dette, qui aboutit à une réduction du financement intérieur net au profit du financement extérieur. La dette publique présente un risque de surendettement modéré, selon l'analyse de viabilité de la dette réalisée par le FMI (AVD, juillet 2019). Tant l'agence Bloomfield que l'agence Fitch ont relevé la note de la dette du Bénin, à respectivement A et B+, au vu notamment de l'amélioration du profil d'endettement et de la bonne maîtrise des finances publiques. Le pays a procédé à plusieurs émissions de titres sur les marchés internationaux, à des conditions favorables ; le 12 janvier 2021, il a ainsi réalisé une opération d'un milliard d'euros, en deux tranches d'obligations à 11 et 31 ans et aux taux respectifs de 4,875 % et 6,875 %. En outre, il a émis pour 500 millions d'euros d'obligations en juillet 2021, une des premières émissions en Afrique destinées au financement d'investissements dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations unies.

**Constitué de 15 banques, le système bancaire du Bénin a résisté face à la crise, et la qualité des portefeuilles bancaires s'est même améliorée.** Le bilan agrégé des banques s'est accru de 13,5 % en un an, avec notamment une hausse de 3,3 % de l'encours des opérations avec la clientèle. L'amélioration du compte de créances douteuses constatées s'est poursuivie en 2020, leur taux brut baissant de 16,8 % en 2019 à

15,1 % en 2020, tandis que le taux de provisionnement s'est renforcé, de 58 % à 64,4 %. La qualité des portefeuilles bancaires est toutefois plus faible qu'en zone UEMOA (12,5 %). Repassés en territoire positif en 2018, les indicateurs de marge et de rentabilité ont de nouveau progressé en 2020 : le taux de marge nette atteint 13,0 % et le coefficient de rentabilité 6,8 %, contre respectivement 9,6 % et 5,4 % en 2019. Enfin, le ratio de couverture des risques (solvabilité) s'est nettement amélioré, passant de 9,8 % en 2019 à 14,5 % en 2020.

## ENJEUX ET DÉFIS

**Le Bénin continue de faire face à plusieurs défis, certains structurels et d'autres conjoncturels.** Comme pour la plupart des pays de l'UEMOA, ces défis requièrent le plus souvent des réformes structurelles et des investissements importants.

**La stratégie budgétaire de sortie de crise constitue l'un de ces défis immédiats.** Les dépenses publiques continuent d'être très sollicitées afin de minimiser les conséquences à moyen et long terme de la crise (en matière de santé et d'éducation) et, à des fins de développement, pour financer des investissements en infrastructures. Dans le même temps, des politiques de consolidation budgétaire prudentes doivent être engagées, fondées sur un renforcement de la mobilisation des ressources fiscales, afin de ramener le déficit budgétaire en deçà de la norme communautaire de 3 % du PIB d'ici 2024 et assurer la soutenabilité de la dette. La conciliation de ces objectifs avec un financement adéquat des projets d'infrastructure et d'amélioration de l'accès aux services publics de base (santé, éducation) constitue l'enjeu principal de la mise en place d'une facilité élargie de crédit du FMI, en cours de discussion.

**À plus long terme, le second défi concerne le développement du secteur privé.** Si les programmes d'investissement des autorités publiques contribuent à accroître le potentiel de croissance et à lutter contre la pauvreté, les Objectifs de développement durable (ODD) ne peuvent être atteints à terme que s'ils sont relayés par les investissements privés. Selon le FMI <sup>2</sup>, cette transition devrait s'appuyer sur trois piliers : une amélioration du

climat des affaires et du cadre légal afin d'accroître l'attractivité du pays auprès des investisseurs privés, une hausse de la productivité et de la qualité des produits agricoles, et un meilleur accès aux financements privés. Le développement financier constitue ainsi un objectif important afin de desserrer les contraintes de financement. Ceci passe tout d'abord par un meilleur accès au crédit, surtout pour les PME, alors que la part du crédit dans le PIB est limitée à 22 % en 2020, contre 45 % en Afrique subsaharienne. Un accès plus large aux services financiers <sup>3</sup>, entre autres par le développement de la banque mobile et des paiements en ligne, ainsi que de la microfinance pour les populations vulnérables, devrait aussi jouer un rôle important.

## PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

**Les projets de développement en cours s'appuient sur un Programme d'actions du gouvernement (PAG), dénommé « Le Bénin révélé ».** Ce programme-cadre pluriannuel est doté d'un budget de 9 039 milliards de francs CFA d'investissements sur la période 2016-2021. Il repose sur 45 projets phares dans 9 secteurs clés, qui visent à accroître le potentiel de croissance en faisant disparaître les goulots d'étranglement (infrastructures, électricité), en promouvant le développement sectoriel (agriculture, tourisme) tout en renforçant son caractère inclusif et durable (eau potable, protection sociale, cadre de vie, innovation et savoir).

**Dans le cadre du PAG, les investissements publics sont concentrés autour de projets clés d'infrastructure, surtout dans le domaine des transports et de l'énergie.** La construction d'un terminal flottant de stockage et de regazéification, d'une capacité de 500 000 tonnes par an, permettra, entre autres, la fourniture de gaz aux centrales thermiques située à Maria-Gleta, où une tranche d'une capacité de 140 mégawatts doit être construite (annonce en août 2020). Afin de diversifier le mix énergétique du pays, le projet Defissol, localisé à Illoulofin, vise à la construction, d'une centrale solaire d'une puissance totale de 50 mégawatts. Dans le domaine des transports, essentiel pour le développement du *hub* régional de Cotonou, le PAG a mis l'accent sur la densification du réseau routier, avec une extension

<sup>2</sup> « *Successful Transitions from Public to Private-Sector Led Growth: Lessons for Benin* », IMF Working Paper, décembre 2021.

<sup>3</sup> Le taux de bancarisation est passé de 10 % en 2011 à 38 % en 2017, et 18 % de la population possède un compte dans un compte banque mobile, selon la Banque mondiale (base Global Findex).

des voies de plus de 1 360 km sur cinq ans, tandis que le projet de construction de l'aéroport international de Glo-Djigbé a été relancé en 2019.

**Les investissements dans l'accès aux services numériques devraient permettre de dégager des effets de rattrapage économique importants.** Ces investissements, d'un montant de 500 millions d'euros sur 2016-2021, visent tout d'abord à favoriser la généralisation de l'accès à Internet, avec un objectif de rattachement de 60 % de la population, contre 20 % en 2016. L'ouverture, en mars 2020, du portail de services publics numériques, vise parallèlement à faciliter l'accès à plus d'une centaine de services publics dématérialisés, avec pour ambition de numériser, à terme, l'ensemble des services publics, dont les services fiscaux. Pour pallier les déficiences en matière d'état civil, une carte d'identité nationale et un numéro personnel d'identification (NPI) numérique ont été créés afin de faciliter l'authentification des usagers et les paiements en ligne. L'un des objectifs affichés consiste aussi à améliorer le recensement de la population et la fiabilité des élections.

**Les projets de développement touristique constituent enfin l'un des objectifs prioritaires des autorités.** Des investissements d'un montant de 400 milliards de francs CFA (610 millions d'euros) sur cinq ans, et s'appuyant sur la création de l'Agence nationale de promotion des patrimoines et de développement du tourisme (ANPT), visent à valoriser l'héritage naturel et patrimonial du pays. Ils portent entre autres les projets de réaménagement du parc national de la Pendjari et de la cité lacustre de Ganvié (avec le soutien de l'Agence française de développement – AFD), l'aménagement d'installations balnéaires et touristiques autour de Ouidah, ainsi que la rénovation des palais des royaumes d'Abomeh et d'Allada (inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco). Ces projets sont doublés d'une ambition de rénovations et créations muséales, s'appuyant sur des restitutions d'œuvres d'art. La restitution au Bénin, lors du sommet Afrique-France du 8 octobre 2021 de 26 œuvres d'art s'inscrit dans cette perspective.

## ANNEXE

### Bénin – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2017	2018	2019	2020
<b>Ressources</b>	<b>9 498,9</b>	<b>10 493,9</b>	<b>10 955,7</b>	<b>11 011,1</b>
<b>PIB nominal</b>	<b>7 375,3</b>	<b>7 915,7</b>	<b>8 432,2</b>	<b>9 008,8</b>
<b>Importations de biens et services</b>	<b>2 123,6</b>	<b>2 578,2</b>	<b>2 523,5</b>	<b>2 002,3</b>
<b>Emplois</b>	<b>9 498,9</b>	<b>10 493,9</b>	<b>10 955,7</b>	<b>11 011,1</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>6 228,1</b>	<b>6 294,9</b>	<b>6 696,8</b>	<b>7 127,3</b>
Publique	772,9	824,1	872,1	1 026,9
Privée	5 455,2	5 470,9	5 824,8	6 100,3
<b>Formation brute de capital fixe <sup>a)</sup></b>	<b>1 787,2</b>	<b>2 076,7</b>	<b>2 161,2</b>	<b>2 309,3</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>1 483,7</b>	<b>2 122,2</b>	<b>2 097,7</b>	<b>1 574,6</b>
Épargne intérieure brute	1 147,2	1 620,7	1 735,4	1 881,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 639,9	- 456,0	- 425,8	- 427,7
<b>Taux d'investissement (en % du PIB)</b>	<b>24,2</b>	<b>26,2</b>	<b>25,6</b>	<b>25,6</b>
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	5,7	6,7	6,9	3,8
Déflateur du PIB	- 0,4	0,6	- 0,3	2,9
Prix à la consommation, en moyenne	1,8	0,8	- 0,9	3,0

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

## Bénin – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019	2020
<b>Recettes et dons</b>	<b>1 001,7</b>	<b>1 075,7</b>	<b>1 185,7</b>	<b>1 296,3</b>
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>944,4</b>	<b>1 028,5</b>	<b>1 088,0</b>	<b>1 142,1</b>
Recettes fiscales	712,8	811,3	893,3	947,8
Recettes non fiscales	231,6	217,2	194,8	194,2
<b>Dons</b>	<b>57,3</b>	<b>47,2</b>	<b>97,7</b>	<b>154,2</b>
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>1 318,1</b>	<b>1 305,9</b>	<b>1 227,3</b>	<b>1 719,9</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>1 311,7</b>	<b>1 303,4</b>	<b>1 231,2</b>	<b>1 718,1</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>820,2</b>	<b>857,8</b>	<b>900,8</b>	<b>1 095,6</b>
Traitements et salaires	337,3	356,7	369,7	395,1
Autres dépenses courantes	376,5	375,2	396,5	524,2
Intérêts	106,4	125,9	134,6	176,3
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>88,4</i>	<i>108,8</i>	<i>106,8</i>	<i>105,7</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>18,0</i>	<i>17,1</i>	<i>27,8</i>	<i>70,6</i>
<b>Dépenses en capital</b>	<b>491,5</b>	<b>445,6</b>	<b>330,4</b>	<b>622,4</b>
Sur ressources intérieures	313,0	279,1	228,3	356,4
Sur ressources extérieures	178,5	166,5	102,1	266,0
<b>Dépenses des fonds spéciaux</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Prêts nets</b>	<b>6,4</b>	<b>2,5</b>	<b>- 3,9</b>	<b>1,8</b>
<b>Solde global base engagements (hors dons)</b>	<b>- 373,8</b>	<b>- 277,4</b>	<b>- 139,3</b>	<b>- 577,8</b>
<b>Solde global base engagements (dons compris) <sup>a)</sup></b>	<b>- 316,5</b>	<b>- 230,2</b>	<b>- 41,6</b>	<b>- 423,6</b>
<b>Solde primaire de base <sup>b)</sup></b>	<b>- 82,4</b>	<b>17,5</b>	<b>93,5</b>	<b>- 133,7</b>
<b>Ajustement base caisse</b>	<b>9,3</b>	<b>- 0,4</b>	<b>- 7,3</b>	<b>48,7</b>
Variations des arriérés de paiement (le signe « - » correspond à une réduction)	9,3	- 0,4	- 7,3	48,7
<b>Solde global base caisse (hors dons) <sup>c)</sup></b>	<b>- 364,4</b>	<b>- 277,8</b>	<b>- 146,6</b>	<b>- 529,1</b>
<b>Solde global base caisse (dons compris) <sup>c)</sup></b>	<b>- 307,1</b>	<b>- 230,6</b>	<b>- 48,9</b>	<b>- 374,9</b>
<b>Financement</b>	<b>307,1</b>	<b>230,6</b>	<b>48,9</b>	<b>374,9</b>
<b>Financement intérieur net</b>	<b>185,9</b>	<b>- 51,4</b>	<b>- 302,9</b>	<b>156,4</b>
Bancaire	- 69,6	- 57,1	- 14,0	259,4
Non bancaire	255,5	5,7	- 288,9	- 103,0
<b>Financement extérieur net</b>	<b>121,2</b>	<b>282,0</b>	<b>351,8</b>	<b>218,5</b>
<b>Ajustement statistique</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Dette publique</b>	<b>2 927,4</b>	<b>3 251,8</b>	<b>3 476,7</b>	<b>4 156,9</b>
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	12,8	13,0	12,9	12,7
Dépenses courantes	11,1	10,8	10,7	12,2
Solde global base engagements (dons compris) <sup>a)</sup>	- 4,3	- 2,9	- 0,5	- 4,7
Dette publique	39,7	41,1	41,2	46,1

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

## Bénin – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019	2020
<b>a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)</b>	<b>- 539,7</b>	<b>- 360,4</b>	<b>- 340,2</b>	<b>- 353,5</b>
<b>1 - Biens et services</b>	<b>- 639,9</b>	<b>- 456,0</b>	<b>- 425,8</b>	<b>- 427,7</b>
<b>Balance des biens</b>	<b>- 494,6</b>	<b>- 308,6</b>	<b>- 263,3</b>	<b>- 338,3</b>
Exportations de biens FOB	1 289,9	1 857,6	1 788,0	1 330,2
<i>dont : coton</i>	<i>243,7</i>	<i>300,2</i>	<i>325,5</i>	<i>361,9</i>
<i>anacarde</i>	<i>48,3</i>	<i>76,2</i>	<i>44,7</i>	<i>19,5</i>
<i>bois et ouvrages en bois</i>	<i>4,6</i>	<i>4,0</i>	<i>14,9</i>	<i>15,6</i>
<i>réexportations</i>	<i>848,4</i>	<i>928,6</i>	<i>852,2</i>	<i>450,9</i>
Importations de biens FOB	- 1 784,4	- 2 166,2	- 2 051,4	- 1 668,5
Importations de biens CAF	- 2 033,8	- 2 430,0	- 2 303,7	- 1 873,8
<i>dont : produits alimentaires</i>	<i>- 969,0</i>	<i>- 873,8</i>	<i>- 649,6</i>	<i>- 413,0</i>
<i>produits pétroliers</i>	<i>- 307,1</i>	<i>- 335,6</i>	<i>- 341,3</i>	<i>- 288,4</i>
<i>biens d'équipement</i>	<i>- 218,5</i>	<i>- 240,4</i>	<i>- 270,4</i>	<i>- 231,3</i>
<b>Balance des services</b>	<b>- 145,4</b>	<b>- 147,4</b>	<b>- 162,4</b>	<b>- 89,4</b>
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 249,3</i>	<i>- 263,8</i>	<i>- 252,4</i>	<i>- 205,3</i>
<b>2 - Revenus primaires</b>	<b>- 18,4</b>	<b>- 30,6</b>	<b>- 41,5</b>	<b>- 124,1</b>
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 18,0</i>	<i>- 17,1</i>	<i>- 38,8</i>	<i>- 86,9</i>
<b>3 - Revenus secondaires</b>	<b>118,6</b>	<b>126,3</b>	<b>127,1</b>	<b>198,4</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>41,4</b>	<b>58,8</b>	<b>49,4</b>	<b>124,1</b>
<i>dont aides budgétaires</i>	<i>41,4</i>	<i>16,0</i>	<i>49,5</i>	<i>123,8</i>
<b>Autres secteurs</b>	<b>77,2</b>	<b>67,5</b>	<b>77,6</b>	<b>74,3</b>
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	<i>70,7</i>	<i>106,1</i>	<i>125,2</i>	<i>126,1</i>
<b>b - Compte de capital</b>	<b>113,9</b>	<b>109,1</b>	<b>116,3</b>	<b>134,1</b>
<b>c - Compte financier</b>	<b>- 303,6</b>	<b>- 444,7</b>	<b>- 265,5</b>	<b>- 526,4</b>
Investissements directs	- 98,1	- 102,4	- 112,0	- 87,2
Investissements de portefeuille	- 54,5	54,0	- 125,0	- 146,3
Autres investissements	- 150,9	- 396,3	- 28,5	- 292,9
<b>Financement exceptionnel (pour mémoire)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>d - Erreurs et omissions nettes</b>	<b>4,0</b>	<b>3,3</b>	<b>3,9</b>	<b>0,0</b>
<b>e - Solde global (a + b - c + d)</b>	<b>- 118,3</b>	<b>196,9</b>	<b>45,5</b>	<b>307,0</b>
<b>Taux de couverture <sup>a)</sup></b>	<b>69,9</b>	<b>82,3</b>	<b>83,1</b>	<b>78,6</b>
<b>Solde courant (en % du PIB)</b>	<b>- 7,3</b>	<b>- 4,6</b>	<b>- 4,0</b>	<b>- 3,9</b>
<b>Solde global (en % du PIB)</b>	<b>- 1,6</b>	<b>2,5</b>	<b>0,5</b>	<b>3,4</b>

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « Transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « Autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménage, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

## Bénin – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019	2020
Court terme	475	611	521	547
Moyen terme	847	754	1 264	1 336
Long terme	102	58	102	106
<b>Total</b>	<b>1 425</b>	<b>1 424</b>	<b>1 888</b>	<b>1 989</b>

Source : BCEAO.

## Bénin – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif	2018	2019	2020	Passif	2018	2019	2020
Opérations de trésorerie et interbancaires	436	506	596	Opérations de trésorerie et interbancaires	854	921	921
Opérations avec la clientèle	1 578	2 049	2 116	Opérations avec la clientèle	2 245	2 511	2 511
Opérations sur titres et diverses	1 220	1 494	1 899	Opérations sur titres et divers	89	91	91
Valeurs immobilisées	179	203	215	Provisions, fonds propres et assimilés	226	272	272
<b>Total</b>	<b>3 413</b>	<b>4 253</b>	<b>4 826</b>	<b>Total</b>	<b>3 413</b>	<b>4 253</b>	<b>4 826</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Bénin – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
<b>Coefficient net d'exploitation</b> (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	<b>85,3</b>	<b>86,9</b>	<b>74,8</b>
<b>Coefficient de rentabilité</b> (résultat net / fonds propres)	<b>- 1,1</b>	<b>5,4</b>	<b>6,8</b>
<b>Taux de marge nette</b> (résultat net / produit net bancaire)	<b>- 1,7</b>	<b>9,6</b>	<b>13,0</b>
<b>Taux brut de créances en souffrance</b> (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	<b>21,7</b>	<b>16,8</b>	<b>15,1</b>
<b>Taux net de créances en souffrance</b> (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	<b>9,7</b>	<b>7,8</b>	<b>6,0</b>
<b>Taux de provisionnement</b> (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	<b>61,2</b>	<b>58,0</b>	<b>64,4</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Bénin – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2018	2019	2020
<b>1. Produits bancaires</b>	<b>387</b>	<b>488</b>	<b>514</b>
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	8	9	5
Produits sur opérations avec la clientèle	145	161	179
Produits sur opérations sur titres et diverses	74	89	108
Produits sur opérations de change	156	222	214
Produits sur opérations hors bilan	4	6	6
Produits sur prestations de services financiers	4	5	5
Autres produits d'exploitation bancaire	2	1	1
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	- 6	- 6	- 5
<b>2. Charges bancaires</b>	<b>243</b>	<b>330</b>	<b>326</b>
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	35	30	29
Charges sur opérations avec la clientèle	65	83	88
Charges sur opérations sur titres et diverses	1	1	1
Charges sur fonds propres et assimilés	1	1	1
Charges sur opération de change	137	208	202
Charges sur opérations hors bilan	0	0	0
Charges sur prestations de services financiers	3	3	4
Autres charges d'exploitation bancaire	0	3	0
<b>3. Produit net bancaire (1 - 2)</b>	<b>145</b>	<b>157</b>	<b>188</b>
4. Produits accessoires nets	6	18	8
<b>5. Produit global d'exploitation (3 + 4)</b>	<b>151</b>	<b>175</b>	<b>196</b>
6. Frais généraux	110	121	126
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	14	15	14
<b>8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)</b>	<b>27</b>	<b>38</b>	<b>55</b>
9. Dépréciation nette sur risques et pertes sur créances irrécouvrables	28	28	32
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	0	6	5
<b>11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)</b>	<b>- 1</b>	<b>17</b>	<b>28</b>
12. Résultat exceptionnel net	1	4	3
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôts sur les bénéfices	2	6	7
<b>15. Résultat (11 + 12 + 13 - 14)</b>	<b>- 2</b>	<b>15</b>	<b>24</b>

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ». Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Bénin – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
<b>Ratio de couverture des risques (solvabilité)</b>	<b>9,6</b>	<b>9,8</b>	<b>14,5</b>
<b>Rapport de liquidité</b>	<b>102,8</b>	<b>110,0</b>	<b>111,6</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Bénin – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2018	2019	2020
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base Tier 1 (FPB (T1))	100	100	77
Ratio de fonds propres ( <i>Common Equity Tier 1</i> ) ( $\geq 5,625$ %)	64	69	100
Ratio de fonds propres de base (T1) ( $\geq 6,625$ %)	64	69	92
Ratio de solvabilité global ( $\geq 8,625$ %)	73	62	92
Norme de division des risques ( $\leq 65$ %)	55	69	85
Ratio de levier ( $\geq 3$ %)	64	69	85
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25 % du capital de l'entreprise)	100	92	92
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales ( $\leq 15$ % FPB (T1))	100	100	92
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60 % des fonds propres effectifs (FPE))	100	100	100
Limite sur les immobilisations hors exploitation ( $< 15$ % FPB (T1))	82	77	85
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations ( $< 100$ % FPB (T1))	91	85	85
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel ( $< 20$ % FPE)	82	85	92
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables ( $\geq 50$ %)	82	85	92
Coefficient de liquidité ( $\geq 50$ %)	82	92	100

Source : Commission bancaire de l'UMOA.